

Bruno De Wever : « On manipule l'Histoire »

► L'historien dénonce « celles et ceux qui prennent position dans le débat sans connaître ou sans vouloir connaître l'Histoire ».

► Le frère de Bart De Wever insiste : « Il ne faut pas assimiler la N-VA à la collaboration. »

ENTRETIEN

Bruno De Wever est un homme très demandé. Le téléphone du frère de Bart, historien, spécialiste du nationalisme flamand et de la collaboration, sonne en boucle, dans son bureau de l'Université de Gand. Il prend le temps de répondre, avec Koen Aerts, spécialiste de la répression de la collaboration, pour tenter de corriger ce qu'il lit depuis quelques jours.

On va forcer le trait : la N-VA est vue, côté francophone, comme un parti parfois nostalgique de la collaboration, et séparatiste.

Je comprends que le citoyen de Liège ou Charleroi ne connaisse pas toutes les nuances. J'ai beaucoup plus de mal à comprendre que la presse de qualité ne les maîtrise pas. Alors que tout a été étudié, analysé, écrit. Dans des ouvrages accessibles, que les journalistes et toutes les personnes qui s'adressent à l'opinion publique devraient lire. L'histoire, c'est une discussion sans fin. Mais là-dessus, les historiens francophones et flamands sont d'accord.

C'est un reproche à l'attention des médias et des politiques ?

A l'attention de tous ceux qui parlent, dans le débat public, de choses qu'ils ne connaissent pas ou ne veulent pas connaître.

L'opposition francophone utilise ces éléments pour diaboliser la N-VA, le nationalisme flamand ?

C'est évident. C'est du jeu politique, de la manipulation. Et je ne crois pas une seconde que les meilleurs hommes et femmes politiques francophones ne connaissent pas leur histoire.

L'Histoire n'est pas si simple que vous ne le dites.

La première chose très importante à intégrer c'est qu'il y a une différence majeure entre le mouvement flamand et le nationalisme flamand, anti-belge. Le mouvement flamand, c'est le mouvement qui a contribué à la reconnaissance officielle du néerlandais en Belgique. Un mouvement d'émancipation, au sein duquel on trouve un mouvement plus petit, de nationalisme flamand, anti-belge. Qui est légitime. Il n'est pas interdit de réformer, de transformer, ou de faire disparaître un Etat. La N-VA est un parti légitime. Vous disiez tout à l'heure que c'était un parti séparatiste ? Oui ! C'est clair. C'est inscrit dans ses statuts, ce n'est pas contesté. La N-VA veut la fin de la Belgique.

C'est sa raison d'être ?

Ah oui ! Sinon ils ne seraient pas là. Leur programme socio-économique, ils pourraient le réaliser via le VLD. La fin du pays, c'est leur fonds de commerce.

Ce gouvernement n'est qu'une étape avant l'indépendance ?

Ça, c'est de l'analyse politique, c'est pour vous. Moi, mon rôle, c'est d'expliquer la chronique d'une querelle annoncée. Tout le monde savait que ça allait arriver. Les personnes concernées, mais surtout ceux qui l'ont provoquée. Ils attendaient le bon moment, ça a duré un jour. Ils ont utilisé la phrase de Jan Jambon, et la visite de Ben Weyts et Theo Francken pour attaquer, surtout le MR. En fait, tout cela ne concerne pas le passé mais le présent. C'est du jeu politique.

La présence de Jan Jambon au Maartensfonds, quand même...

C'est quoi le Sint-Maartensfonds ? Une association d'anciens du front de l'Est. Mais pas que ça : ils disaient aussi que le national-socialisme n'était pas si mauvais. Dans les années 70, certains d'entre eux se sont même mis à nier l'holocauste, ils ont dû quitter le Sint-Maartensfonds. Quand Jan Jambon y est allé, il était vice-président du Vlaamse Volksbeweging, association radicale, anti-belge, qui essayait de fédérer les gens voulant rester en dehors du Vlaams Blok (la N-VA n'existe pas encore). Il y a bien sûr des liens entre les associations nationalistes et les groupes d'anciens collaborateurs. Dans ce contexte, il n'était pas si étonnant

que Jan Jambon soit là. Evidemment, avec nos yeux d'aujourd'hui, on se demande s'il connaissait la nature du Sint-Maartensfonds. Bien sûr que oui ! Mais à l'époque, c'était perçu différemment. En 1991, Hugo Schiltz y était allé, il n'avait pas dû démissionner.

A ce point-là ?

Mais oui ! Les perceptions évoluent. Comme la perception de l'holocauste a évolué, dans l'ensemble du monde occidental, avec la Flandre faisant figure d'exception. En 1969, les provinces flamandes ont remis leur prix culturel à un historien, Hendrik Elias, chef du VNV, collaborateur notoire. Aux Pays-Bas, ils n'en revenaient pas. Mais en Flandre, le discours dominant, c'était : « Il a été sanctionné, il a payé ». C'est difficile à croire pour nous aujourd'hui mais, dans les années qui ont suivi la guerre, l'holocauste n'apparaissait pas comme l'élément dominant de la Seconde Guerre. Il faudra attendre le procès Eichmann en 1962, largement médiatisé, pour que les gens mesurent l'horreur de l'holocauste.

Aujourd'hui, la N-VA n'irait plus à ce genre de réunions ?

La perception a changé. Ces organisations d'anciens collaborateurs ont disparu. La N-VA sait très bien qu'on ne peut plus défendre la collaboration. En toute sincérité, je pense, que c'est par ailleurs une conviction profonde pour la plupart des membres de la N-VA. Certains peuvent essayer de comprendre une part des raisons de la collaboration. C'est, je crois, ce qu'a voulu dire Jan Jambon : « Ils se battaient pour l'indépendance de la Flandre, ils ont collaboré pour obtenir ça. Mais ils ont eu tort ».

Les héritiers des collaborateurs sont aujourd'hui à la N-VA ?

Beaucoup de cadres de la Volkswunie venaient de familles de collaborateurs. Le directeur politique de la VU, dans les années 70, Toon Van Overstraeten, était un ancien Waffen SS. Hector De Bruyne, ministre du commerce extérieur dans un gouvernement avec le FDF, était un collaborateur qui avait été condamné. Le collaborateur moyen appartient au mouvement nationaliste flamand anti-belge. Il n'est donc pas anormal que beaucoup se soient retrouvés à la VU,

puis au Vlaams Blok et enfin à la N-VA. Mais il y a aussi beaucoup de membres et de ministres de la N-VA qui n'ont rien à voir avec ça. Il ne faut donc pas assimiler la N-VA à la collaboration. Ce n'est pas parce qu'on est pour l'indépendance de la Flandre qu'on est national-socialiste. Le combat pour l'indépendance de la Flandre est un combat politique légitime. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

histoire « Le nationalisme flamand anti-belge existe encore »

Bruno De Wever, assisté de Koen Aerts, rappelle quelques éléments d'histoire.

Le point de départ, c'est cette distinction, majeure, entre le Mouvement flamand et le nationalisme flamand anti-belge ?

Beaucoup de gens, en Flandre aussi, confondent les deux. Le Mouvement flamand a cessé d'exister parce que ses revendications ont été réalisées. Le nationalisme flamand anti-belge existe encore, représenté par la N-VA, le Belang, et une série de petits groupes, plus radicaux.

Il faut donc s'intéresser au mouvement nationaliste.

Précisément. Une famille politique née pendant la Première Guerre, dans la collaboration. Elle grandit entre les deux guerres, parce que les autorités belges pensent que le Mouvement flamand est mort parce qu'il a collaboré. En réalité, le Mouvement flamand était massivement resté fidèle à la Belgique, seul un tout petit groupe a collaboré. Dès lors, ce Mouvement attendait quelque chose en retour de l'Etat belge. Or, rien n'est venu, ce qui a permis au nationalisme flamand de grandir dans l'entre-deux-guerres. C'est devenu un mouvement ultra-nationaliste, très perméable au fascisme et à la collaboration autoritaire. Ils seront rejoints par beaucoup de nationalistes belges, de catholiques, de conservateurs, qui ne croient plus en la démocratie.

D'où une autre collaboration...

Oui, bien plus massive qu'en 14-18. La collaboration entraîne le nationalisme flamand dans le national-socialisme. Cela commence par une collaboration politique puis viennent d'autres formes, qu'on retrouvait aussi en Belgique francophone.

Dans une moindre mesure ?

Les collaborateurs francophones étaient plus isolés. Mais par exemple le recrutement pour le front de l'Est a eu proportionnellement un tout petit plus de succès en Belgique francophone. Ceci dit, en Flandre, comme le nationalisme flamand anti-belge fait partie du Mouvement flamand, à l'assise plus large, il récolte la sympathie de gens qui ne veulent pas la fin de la Belgique, mais veulent plus de moyens pour la Flandre. Cela permet du coup aux organisations nationalistes flamandes comme le VNV d'avoir plus d'impact dans la société. Attention, je ne dis pas que toute la Flandre collabore : 98 % de la population ne collabore pas. Mais le groupe de collaborateurs est plus important que lors de la Première Guerre. On estime qu'il y a eu environ 100.000 collaborateurs dans tout le pays, sur une population de 8,5 millions, proportionnellement, un tout petit peu plus de Flamands que de francophones. On estime aussi à 100.000 le nombre de Belges actifs dans la Résistance. Et 90 % de la population ne supportait pas l'occupation.

Vient alors l'après-guerre...

Il y a 400.000 dossiers ouverts pour collaboration ; 53.000 personnes seront condamnées par les tribunaux pénaux. A côté de ça, initialement, 40.000 personnes ont été privées de leurs droits civils et politiques. C'est le cas de Bob Maes, membre du VNV, donc collaborateur, mais il n'a pas dénoncé des gens, ne s'est pas rendu coupable de violence, il n'est donc pas passé par le tribunal... La plupart de ces gens ont d'ailleurs récupéré assez vite leurs droits : lui les a récupérés en 1951. Au début des années 60, cet épisode était clos. Commence alors l'épisode clé pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. En Belgique comme dans d'autres pays occupés, comme les Pays-Bas, le Dane-

mark, la France, la Norvège, la démocratie se rétablit et règle ses comptes avec les collaborateurs. Mais ce qui est exceptionnel en Belgique, c'est que la famille politique de ces collaborateurs, le nationalisme flamand, se redresse très vite. Bob Maes crée le VMO en 1950, et l'intègre dans la Volksunie en 1954 ; même pas dix ans après la fin de la guerre !

Comment est-ce possible ?

Un, la Belgique est un Etat très libéral, il y a la liberté d'association, on peut faire beaucoup de choses chez nous. Deux, le nationalisme flamand peut encore s'appuyer sur le Mouvement flamand, qui a toujours ses combats : le problème linguistique n'est pas réglé, Bruxelles se francise très vite. Trois, après la guerre, il n'y a pas de consensus belge pour relancer le pays. La Belgique est divisée en deux : sur le Roi, entre la gauche et la droite, pas entre la Flandre et la Wallonie. Dans ce climat polarisé, le nationalisme flamand anti-belge peut se développer. Le parti catholique veut récupérer l'électorat de la VNV et de la droite. Et se montre donc très coulant par rapport aux sanctions des collaborateurs. Certains trouvent qu'il faut réduire les peines, très vite, on parle d'amnistie. Des gens qui ont collaboré, ont failli être condamnés, sont élus sur les listes du parti catholique, comme Victor Leemans, Jozef Custers. Et puis, les extrêmes se touchent. Des ultra-belgicains, francophones proches de la résistance, détruisent la tour de l'Yser en 1946. Ils ont vu dans la tour LE symbole de la collaboration. Mais ils se trompaient parce que, pour beaucoup de Flamands, c'était aussi le symbole des souffrances sur le front de l'Yser.

En faisant ça, ils ont donné un coup de pouce au nationalisme flamand anti-belge.

Donc ?

Le nationalisme flamand, anti-belge, qui vient de la collaboration, est plongé dans la répression, mais réussit à se refaire très vite une santé politique et, surtout à créer un climat propice à ses thèses. Dans les milieux catholiques, de centre-droit. Et même auprès d'une partie de la gauche, dans les années soixante et septante. Leur discours ? « Nous

sommes des nationalistes flamands, nous avons collaboré parce que nous voulions obtenir nos droits, que l'Etat belge refuse aux Flamands. » Ils réussissent à convaincre. Et leur discours devient dominant. Vous voulez un exemple ? En Flandre, quand on parlait des victimes de la Guerre, beaucoup de gens pensaient d'abord aux victimes de la répression, aux fusillés, et pas aux

30.000 Juifs originaires de Belgique, ni aux 15.000 résistants qui sont décédés. Quand je parlais devant le Davidsfonds, et que je demandais combien de personnes ont été fusillées pendant la guerre, les gens savaient tout de suite 242. Par contre, les gens ne savent pas dire combien de Belges sont morts dans les camps de concentration. ■

Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN

analyse Collaboration, N-VA, l'entreprise : trois zones de fracture

La perception du « Franckengate » et du « Jambongate » est totalement différente entre les deux communautés belges : une indignité démocratique pour les uns, une péripétie politique pour les autres. Alors qu'au sud du pays, l'opposition exige entre autres la démission du secrétaire d'Etat Theo Francken, la grande majorité de la Flandre se demande ce qui vaut cet excès d'indignation. Cette différence d'appréciation serait-elle une nouvelle preuve de ce fossé irréductible qui séparerait Flamands et francophones et de l'existence avérée désormais de ces deux démocraties, pointée du doigt par Bart De Wever et sur laquelle le leader de la N-VA a nourri son discours séparatiste ? Ou n'est-ce qu'une énième instrumentalisation d'un conflit politique, visant cette fois, pour la gauche francophone, à torpiller le MR Charles Michel et son gouvernement avec la N-VA ?

Depuis des années, les différences de langue, de références culturelles, de santé économique et la scission des partis politiques ont débouché sur le constat de deux morceaux de pays qui divergent, se méconnaissent et s'ignorent de plus en plus. Il faut ajouter, dans la crise qui vient de se déclencher, trois zones de fracture soudain cruciales.

1. La perception de la collaboration. L'historienne Sophie De Schaepdrijver nous le disait hier : la manière dont la collaboration a été vécue de part et d'autre de la frontière linguistique est très différente. Là où les collaborateurs flamands ont drapé leur incivisme dans une rébellion nationaliste contre l'oppresseur « Etat belge », les franco-

phones eux, n'ont jamais lié ou excusé le rexisme et ses nombreux adeptes par un revanchisme ou un idéalisme nationaliste explicable après coup. Son confrère Marc Reynebeau, journaliste au *Standaard*, ne dit pas autre chose en expliquant que sur ce sujet deux mythes différents vivent de part et d'autre de la frontière linguistique : « Du côté francophone, on chérit l'image mythique d'un front antifasciste, oubliant souvent l'importance de la collaboration d'extrême droite et militaire de Rex. Tandis qu'en Flandre, la collaboration est minimisée et leurs participants présentés comme des idéalistes naïfs et qui se sont mépris, ou pour paraphraser Jambon, qui avaient leurs raisons. » Si les historiens flamands et francophones sont d'accord sur la juste dimension et interprétation du phénomène, les clichés, constate Reynebeau, demeurent vivaces dans la population, instrumentalisés à certains moments par le monde politique. Ainsi, si le mouvement flamand « officiel », remarque l'historien, a pris ses distances avec la collaboration, la présentant comme une erreur historique, une certaine ambiguïté, le

maintien de liens intimes avec le passé et leurs acteurs, demeurent très présents. Avec leurs idées ? « Je suis profondément convaincu que sur le fond, Flamands et francophones pensent la même chose de la collaboration », commente Carl Devos, politologue à Gand. « Mais les gens au nord du pays sont davantage prêts à comprendre et à écouter les raisons idéologiques personnelles et de choix de

carrière de ceux qui s'y sont livrés. Alors que pour les francophones, c'est impossible. »

A ce moment précis, la partie de la Flandre qui ne peut comprendre les remous provoqués autour de l'affaire Francken ne croit pas l'indignation francophone, profonde et réelle. Elle y voit surtout un jeu politique, une manière pour l'opposition de discréditer Charles Michel et le MR en attaquant la N-VA. Un jeu de rôles en somme, qui n'a rien à voir avec de réelles convictions. Ils en veulent pour preuve qu'à l'époque où il voulait séduire la N-

VA, Di Rupo avait évoqué la possibilité d'une forme d'amnistie pour les collaborateurs flamands et leurs descendants. La perception flamande est en grande partie fautive. Et hier, nombre d'observateurs du nord venus nous ausculter constataient, à leur surprise, à quel point l'antifascisme était un réflexe automatique au sud du pays. Mais erreur pour erreur : les francophones, eux, ont tendance à interpréter le manque d'indignation actuel au nord du pays par une divergence fondamentale de curseur démocratique.

2. La perception de la N-VA. « Les journalistes francophones me demandent si la N-VA, c'est l'extrême droite. Je n'ai jamais cette question en Flandre », remarque Carl Devos. « Nous, nous sommes habitués, nous les écoutons, nous savons que c'est la droite, le centre droit, qu'ils sont nationalistes et conservateurs, mais ils ne sont absolument pas d'extrême droite ». Même dans les milieux de gauche flamands, l'accès de la N-VA au pouvoir est jugé légitime et nombre d'observateurs refusent les accusations « racistes » proférées à l'en-

contre du parti nationaliste par les partis francophones. La mise en cause par Bart De Wever des excuses faites à la Communauté juive à Anvers, sa présence au mariage de Marie Rose Morel, l'afflux de voix d'extrême droite vers la N-VA, ont notamment suscité ces soupçons d'extrémisme au sud du pays, alors que le nord s'offusque de cette vision. Comme nous le dit un observateur du nord : *« Les Flamands peuvent être critiques pour la N-VA, mais ils n'aimeront pas du tout l'allusion aux bruits de bottes d'Onkelinx, qui laisse penser que ce parti est nazi. Nombre de Flamands qui ont voté N-VA ne sont pas des nationalistes, ils veulent des changements et le discours tenu par le PS passe pour de l'arrogance, proche de l'insulte. Francken est reconnu comme un ultra-droite borderline et ce qu'il a fait n'était pas malin,*

mais les gens se disent surtout que le PS est fou. » Les francophones, eux, dans leur majorité, se méfient des intentions réelles d'un parti séparatiste au fédéral, d'autant que tous leurs partis (dont le MR) ont fait campagne sur sa diabolisation et son rejet.

3. La perception socio-économique. La séduction électorale de la N-VA en Flandre s'est exercée en 2014, sur le libéralisme économique et les valeurs morales, plus que sur le radicalisme identitaire. Si la Flandre d'autrefois s'orchestrerait autour des églises (d'où le succès du CD&V), sa colonne vertébrale est aujourd'hui la « KMO » (PME). Petite, moyenne ou grande, l'entreprise est considérée comme le vecteur du bien-être et on ne va plus à la messe pour assurer sa progression sociale, mais au boulot. Le

rapport à l'argent et à l'entrepreneuriat est dès lors davantage revendiqué qu'au sud du pays. Voilà qui explique la victoire du « modèle N-VA contre le modèle PS », et du meilleur score récolté dans notre sondage par l'accord du gouvernement Michel auprès des Flamands que des francophones. Mais là encore attention à la généralisation : la gauche existe en Flandre, et elle redevient vivace.

Deux démocraties ? Le danger existe que le fossé qui pourrait être comblé par une meilleure connaissance de l'autre (son histoire, sa langue, sa culture) et un véritable dialogue soit définitivement acté si la guerre politique, entre PS et N-VA, dégénère sur les valeurs. Et que ce soit la Belgique, et pas seulement Charles Michel qui en soit la victime. ■

BÉATRICE DELVAUX